

D 513 MEXIQUE: PORTILLO, JEAN PAUL II, CARTER ET GISCARD

En recevant à la suite le pape Jean Paul II (discrètement car la Constitution le lui interdisait), le président Carter (froïdement car "c'est notre pétrole que vous aimez") et le président Giscard (chaleureusement car il n'y a pas de contentieux avec la France), le président mexicain López Portillo est devenu la cible de divers mouvements politiques de son pays. Ce sont en particulier les milieux durs du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) qui ont protesté au nom de la Constitution de 1917. Le grief fait au président Portillo était double: atteinte à la laïcité d'Etat, avec la visite du pape; atteinte à la souveraineté avec la visite de représentants du capitalisme libéral.

A l'heure où le pétrole mexicain apparaît comme la richesse colossale du proche avenir, il n'est en effet guère étonnant de constater l'intérêt des puissances industrielles pour le Mexique.

Le président mexicain s'est justifié, le 5 février 1979, lors de la réunion de la République en présence de tous les gouverneurs d'Etat de la fédération mexicaine. Nous donnons ici le texte intégral de son discours.

Note DIAL

DISCOURS DU PRESIDENT PORTILLO
DEVANT LES GOUVERNEURS D'ETAT
(Intertitres de DIAL)

Messieurs les Gouverneurs,
Messieurs les Représentants des pouvoirs législatif et judiciaire

Voici qu'arrive à son terme cette deuxième Réunion de la République. Un an après la précédente, qui était aussi la première, nous avons analysé les conditions de réalisation des propositions faites en réponse à vos requêtes. Hier, nous avons entendu l'inventaire des perspectives qui s'ouvrent pour l'année à venir. Rien en ce monde n'est jamais définitif; tout est changement et mouvement.

J'espère, Messieurs les Gouverneurs, que vous êtes convaincus de l'effort fédéraliste du gouvernement, que vous notez les progrès réalisés dans la solution des problèmes posés et de nos dispositions à accueillir les problèmes non résolus ou nouveaux. Il est très important que vous-mêmes et la République soyez convaincus de l'existence d'un plan structuré allant de la réforme politique aux processus d'évaluation, plan qui est propre à apporter une réponse sur ces points si importants que sont la compréhension de la réalité et l'action conséquente.

(Le Mexique n'est pas une île)

Me voici, ici et aujourd'hui, face à la République, face à la conscience républicaine, dans l'anticipation sur le Mexique de demain, un Mexique ouvert au monde qui le pénètre de plus en plus. Comprenons-le bien: nous devons nous habituer à l'idée que le Mexique va, en raison de sa géographie et de ses ressources, prendre une place de plus en plus grande dans l'histoire de l'humanité. Sans pour autant tomber dans un patriotisme exagéré ou le chauvinisme, le Mexique, que nous le voulions ou non, que nous le sachions ou non, deviendra de plus en plus important. Nous devons être prêts à faire valoir nos particularités comme nos généralités, à accueillir celles des autres sans crainte, sans repli sur soi, et à admettre la relation comme la conséquence naturelle de la rencontre.

Je comparais devant vous en chef responsable, et non comme un dissimulateur honteux ou un président hésitant et penaud. En ce 5 février, j'affirme l'intégrité entière et absolue de notre Constitution; je célèbre cette date la tête haute, face à la République. Et je le dis parce que, devant le Mexique qui se prépare, nous avons eu des contacts, nous en aurons d'autres prochainement et, à l'avenir, beaucoup d'autres encore.

Devant ces contacts, le manque d'habitude, la méfiance et peut-être, pourquoi ne pas le dire, la méchanceté ont fait se lever des voix pour critiquer la rencontre que nous avons eue et qui vient de se terminer, pour réprover celle que nous allons avoir et qui se terminera à son tour. On affirme dans le premier cas que la laïcité a été foulée aux pieds, et dans le second que notre souveraineté est en danger.

(La visite du pape)

Messieurs les Gouverneurs et Messieurs les Représentants de la conscience républicaine auprès des autorités fédérales:

J'ai ce qu'on pourrait appeler l'habitude invétérée de faire face aux événements, de prendre mes responsabilités et de ne fuir à aucune d'elles. J'ai réponse à tout et à tous. Je serais un bien pauvre président de la République si les événements, les comportements et les choix ne pouvaient avoir d'explication franche et ouverte devant la République. Je veux parler ici du contact avec le pape Jean Paul II et l'analyser rapidement mais en homme responsable.

Messieurs les Gouverneurs: suite à l'éventualité de la réalisation au Mexique de la réunion des évêques latino-américains, nous avons accepté de leur offrir le cadre de notre liberté. Notre Constitution n'interdit ni ne poursuit l'opinion: elle est fondamentalement un cadre de liberté qui, de ce fait, permet la libre analyse.

Pauvre, bien pauvre pays; triste, bien triste pays serait le nôtre si son système ne permettait pas au représentant religieux de la majorité des mexicains de fouler le territoire national, si le gouvernement de la République n'appréhendait d'entrer en conflit avec la majorité de la population! Le Mexique n'est ni un pauvre ni un triste pays. Il a cru. Le contact a eu lieu et nous en sortons plus forts, plus libres. Se fermer sur nous-mêmes, alors que nous prétendons procéder à des réformes politiques pour renforcer la démocratie, eût été un paradoxe ou, ce qui est pire, une absurdité!

Nous avons voulu une fois pour toutes nous habituer à faire face à la réalité sans comédie et sans faux-fuyant. Nous avons voulu respirer sans mesquinerie et sans crainte l'air de la liberté, car l'air de la liberté ne trouble pas Juarez (1).

(Le dogme de la liberté)

Je tiens d'abord à donner une explication que certains qualifieront peut-être de subjective et qu'à ce titre ils considéreront comme hors de propos - à ceux-là je demande de m'excuser - mais je me sens dans l'obligation de dire au peuple mexicain que je ne mets dans cette déclaration aucun caractère subjectif. Je tiens à redire ici ce que j'ai déjà dit en d'autres occasions pour expliquer ma position personnelle. Il peut être intéressant pour le peuple mexicain de savoir ce que pense et ressent celui qui est pour l'heure son président.

J'ai, Messieurs les Gouverneurs, été baptisé dans l'Eglise catholique; mais à l'âge de quatorze ans, sur les chemins de la philosophie et spécifiquement de la philosophie dialectique hégélienne, j'ai perdu la foi. Je ne crois plus au dogme et j'ai cessé de pratiquer le rite. J'admets la morale chrétienne, je le dis en face, devant la Nation. Le dogme et le rite, non, mais la morale chrétienne, oui. Sur ces chemins je me suis rendu compte - et j'espère que ces considérations ne paraîtront pas des exagérations subjectives - que la dialectique comme loi du changement était invariable et qu'elle ne se modifiait pas. Aussi ai-je dû me réfugier dans la modeste simplicité socratique, pour reconnaître que je savais seulement que je ne savais rien. D'où, Messieurs, mon respect absolu de toutes les fois, de toutes les croyances dont le mérite est de s'affirmer devant le mystère. Envisager la réalité comme mystère est le libre privilège de celui qui veut ou peut croire, de celui qui a la foi. Il est donc rationnel d'avoir la foi. D'où mon respect absolu de ceux qui ont le mérite d'admettre des réponses au mystère. Ils exercent leur liberté. Pour ma part, je n'ai aucune réponse à donner.

Devant le mystère je vis ma propre solitude. Mais comme homme politique, sur la base de ces considérations et en souci de pertinence, je peux vous affirmer que, pour toutes ces raisons, j'ai été à même d'attester le respect de la Constitution, laquelle n'établit aucun dogme, ne reconnaît aucun rite, n'impose aucune morale. Le seul dogme de notre Constitution est celui de la liberté. Donner autorité à tout autre dogme, de quelque signe qu'il soit, c'est déclencher l'absolutisme, c'est introduire l'intolérance et la dictature, et c'est détruire l'essence même de notre Constitution. C'est pourquoi j'ai pu la garantir, la respecter et la faire respecter.

(Atteinte à la loi des cultes)

On a dit que la Constitution avait été violée. Mes informations tout comme l'analyse des faits donnent les résultats suivants. Sur la base de la Constitution il n'est pas recevable de poursuivre quelqu'un pour délit d'opinion, même les curés. D'après la Constitution tout le monde a le droit d'exprimer son opinion. Le culte s'est effectué dans les églises et sur les porches attenants. Nous ne pouvions pas interdire à une population aussi participative et ordonnée que la nôtre d'occuper les lieux publics; elle faisait usage de sa liberté et c'était une bonne chose! Je dois dire que j'admire profondément les gestes de liberté du peuple me-

(1) Président de la République en 1858. Sa politique provoqua l'intervention de Napoléon III au Mexique (NdT).

xicain car ils ont été des gestes de participation, de respect et d'ordre. Et je serais très fier - je vous le dis en toute sincérité - si j'étais capable d'agir de telle sorte que les idées auxquelles je crois ou les solutions que je propose au peuple mexicain trouvent chez lui une réponse semblable en termes de participation, de discipline et d'ordre!

Messieurs, de nombreux ecclésiastiques, essentiellement des étrangers, sont sortis dans la rue revêtus de leurs habits. C'est une violation de la loi des cultes. Est-ce une violation si grave? La loi des cultes fixe l'importance et la signification d'une telle violation: elle prescrit une amende de 50 pesos (2)! Je suis certain, et nous avons donné en ce sens des instructions aux autorités concernées pour qu'elles procèdent à la vérification des faits, que personne ne refuserait de payer cette amende si nous faisons les démarches en conséquence.

Il n'y a pas eu délit d'opinion ni exercice du culte en dehors du cadre des églises. Par contre il y a bien eu atteinte au principe de l'habillement dans la rue.

En ce qui concerne les derniers événements, je prends mes responsabilités, Messieurs les Gouverneurs. Et je le dis devant le peuple mexicain. Il était temps que nous abordions en face notre réalité. La République, par définition, par essence et par destin, n'est et ne peut être que laïque. Je m'y engage.

(Les présidents américain et français et l'indépendance nationale)

Dans l'immédiat, Messieurs, d'autres contacts vont avoir lieu, compliqués par l'histoire. Certains pensent que l'histoire est un amarrage. Je crois que s'amarrer à l'histoire c'est se transformer en statue de sel; c'est se fermer la possibilité de temps nouveaux à inaugurer. Je suis tout à fait convaincu que l'humanité est capable d'assumer son histoire. S'il n'en était pas ainsi il serait impossible d'avoir des contacts, celui qui vient d'avoir lieu comme les deux autres à venir. Nous élèverions alors la rancoeur et l'absurdité au rang de loi dans les rapports. Nous nous transformerions en statues de sel.

Le Mexique est proue, et non une poupe. Le Mexique, Messieurs, va de l'avant. A la perspective des prochaines visites, des prochains contacts, certains se disent surpris. Affolés par une richesse que nous ne savons pas encore utiliser, ils craignent l'arbitraire ou la violence. Je vous l'affirme: le Mexique comme tel - ni le monde comme tel - ne favorise pas les actes arbitraires absurdes. Il s'oppose à la violence. Nos ressources nous appartiennent et constituent une partie intégrante de notre identité nationale.

Je l'ai déjà dit souvent, mais il convient de le redire ici: cela s'inscrit dans la perspective du merveilleux article 3 de la Constitution, l'essence même de notre philosophie constitutionnelle. Sans exclusivisme, sans hostilité, nous sommes mexicains, résolus à poser nous mêmes nos problèmes, à les résoudre par nous-mêmes sur la base de notre identité et dans la perspective constante de l'indépendance politique et économique.

Nous disposons désormais de ressources extraordinaires qui nous met-

(2) Environs 10 F (NdT)

tent définitivement en position d'importance dans le monde. Nous sommes conscients de cette réalité, et celle-ci n'est pas un mystère; nous résoudrons nos problèmes par nos propres moyens. Nous maintiendrons ainsi - je m'y engage devant vous, les représentants de la Nation - notre indépendance économique et notre indépendance politique. N'ayons pas peur des contacts. Nous savons ce que nous voulons. Le Mexique est un pays qui sait d'où il vient, où il en est et où il veut aller.

Vous avez entendu de vous-mêmes et de mes collaborateurs quelle est la situation actuelle de la Nation. Nous avons des idées, des idéaux et des plans, des plans appropriés et structurés pour correspondre aux réalités du pays.

(Pétrole et intérêt national)

Et devant vous, Messieurs les Gouverneurs, je tiens à déclarer que nos ressources - je me réfère ici exclusivement aux ressources pétrolières - seront employées dans le sens des intérêts nationaux: uniquement ce qui est utile au pays, pas d'infléchissements par avidité bilatérale. Le Mexique utilisera ses ressources à mesure de ses convenances, uniquement à mesure de ses convenances. Je compte sur l'unité nationale et sur son soutien en ce sens.

Seule une raison supérieure, d'ordre collectif et valable pour tous, pourrait faire que le Mexique modifie ou élargisse son plan de production pétrolière. Un consensus mondial s'est établi à partir de l'idée que les ressources énergétiques sont le patrimoine de l'humanité dans la mesure où un nouvel ordre économique, contraignant pour tous, se mettra en place tant dans les processus de production que dans ceux de la distribution et de la consommation. Ce que nous ne pouvons admettre c'est que des intérêts spécifiques déforment les systèmes de production. Ceux-ci relèvent des nations qui les possèdent et sont à leur service.

Conformément aux priorités que nous établirons, nous nous appliquerons à répondre aux besoins énergétiques des pays puissants ou faibles. Pour nous il n'y a pas de différence entre les besoins des uns et des autres. C'est uniquement dans la mesure où un nouveau système établira des principes pour tous que nous pourrons envisager d'entrer dans un mode supérieur de production. C'est là un engagement que je prends avec vous.

(Responsabilités à venir)

Nous avons, Messieurs les Gouverneurs, terminé notre réunion, pour moi très importante. Un Mexique nouveau est en vue, mais le Mexique ancien n'en finit pas de passer. 1979 est une année zéro, ni l'ancienne ni la nouvelle. C'est l'année crépusculaire au cours de laquelle rien de définitif ne se produit encore; de nombreux problèmes s'ajoutent les uns aux autres sans que nous parvenions à y faire face, encore que nous progressions réellement. Que ce soit une année de crépuscule ou de l'aube, c'est en toute hypothèse une année zéro au cours de laquelle nous devons, comme je l'ai dit souvent, exercer tout spécialement nos responsabilités: chacun de nous doit tenir ses engagements vis-à-vis de la société, du monde, de nos familles et de nous-mêmes, mais du Mexique tout particulièrement.

En cette année zéro, nous devons veiller à ce que se réalisent les perspectives historiques qui s'offrent à nous pour la première fois, non comme illusion mais comme action possible. Et évidemment, ceux qui ont le plus de responsabilités sont précisément ceux qui possèdent davantage (3). Ceux dont la richesse est, conformément à ce qui a été dit, grevée d'une hypothèque sociale (4), devront commencer cette année à la lever en payant sur la base de leur propre responsabilité. Je l'espère et le désire.

C'est une année où, dans la responsabilité, nous devons tout faire pour accéder à ce Mexique dans lequel, j'en suis sûr, il y aura des réponses aux nombreuses questions posées et restées en suspens à ce jour; ce Mexique qui, en marchant sur le chemin de la liberté (à laquelle on croyait), a déformé la justice et qui devra, en continuant le même chemin (car il n'y en a pas d'autre), correspondre aux exigences de la justice. Ce sont des mots que l'on dit et redit, mais comme je l'ai répété souvent et comme c'est mon obligation de le répéter sans cesse, ce sont des mots qui gardent leur sens car il n'y en a pas d'autres possibles. La société de consommation ne peut nous contraindre à forger de nouveaux mots pour parler de problèmes qui se répètent.

Nous avons la grande responsabilité historique, pour notre génération et non pour plus tard, d'édifier un Mexique meilleur. Nous sommes sur la ligne de partage des eaux. Je demande à tout le pays de maintenir fermement ses institutions, ses convictions et ses attitudes.

C'est ainsi, Messieurs les Gouverneurs et les Représentants des pouvoirs législatif et judiciaire, qu'en ce 5 février était réunie la Nation. Qu'elle le reste toujours!

(3) La phrase fait allusion aux déclarations de Jean Paul II dans son discours aux indiens: "Il est évident que ceux qui doivent le plus y contribuer (à lutter contre l'injustice), sont ceux qui peuvent davantage" (NdT).

(4) Expression lancée également par Jean Paul II au Mexique (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 170 F - Etranger 200 F (par voie normale)
(par avion; tarif sur demande selon pays)

Directeur de publication: Charles ANTOINE

Imprimerie CCFD

Commission paritaire de presse: 56249

ISSN: 0399-6441